

Paris, le 19 décembre 2017

Expérience et perception des discriminations en Ile-de-France

L'Observatoire régional des discriminations en Île-de-France a conduit avec l'Ined et l'institut IPSOS une enquête sur les perceptions et expériences des discriminations auprès de 2 500 franciliens. Financée par le Conseil régional d'Ile-de-France, le Commissariat général à l'égalité des territoires et le Défenseur des droits, cette première enquête représentative à l'échelle de la région permet de caractériser les situations de discriminations rencontrées dans la vie quotidienne, d'en mesurer l'impact sur les personnes concernées et d'enregistrer l'appartenance à des catégories exposées aux discriminations : sexe, origine, handicap, orientation sexuelle, religion.

L'Observatoire régional des discriminations en Île-de-France a conduit avec l'Ined et l'institut IPSOS en avril et mai 2015 auprès de 2500 personnes une enquête sur les perceptions et expériences des discriminations en Île-de-France. Il s'agit de la première enquête représentative en Ile-de-France permettant de recueillir l'expérience de discriminations avec non seulement leur prévalence mais également des informations décrivant les espaces où elles se produisent, leurs circonstances, les éventuelles réactions des victimes, les stratégies mises en œuvre pour les éviter et leurs conséquences sur les trajectoires de vie des personnes qui en sont victimes. La comparaison avec les résultats de l'enquête TeO (2008-2009) montre une permanence des niveaux de discriminations ethno-raciales et l'augmentation très forte des discriminations sexistes déclarées par les femmes et religieuses déclarées par les musulmans.

Au-delà des discriminations, l'enquête met au jour les formes plus discrètes ou anodines des désavantages auquel sont confrontés les groupes minorisés. La nécessité d'en faire plus pour pouvoir obtenir ce qui est donné à d'autres, l'évitement de certains lieux, l'auto-censure pour ne pas vivre l'échec provoqué par la discrimination ou les différentes stratégies de dissimulations volontaires (cacher sa religion ou son état de santé, changer volontairement de nom) ou imposées (se voir imposer un changement de patronyme). Ainsi, par exemple, 30% des femmes considèrent qu'elles doivent en faire plus au cours de leur carrière en raison de leur sexe, 32% des musulmans pensent qu'ils doivent compenser le stigmate de leur religion pour accéder à l'emploi et 27% des minorités visibles ont dû en faire plus à l'école en raison de leur origine. Vous trouverez en pièces jointes l'intégralité du rapport ainsi qu'une note de synthèse.

Contact chercheur : Patrick Simon, directeur de recherche à l'Ined : simon@ined.fr



A propos de l'Ined :

L'Ined est un organisme public de recherche spécialisé dans l'étude de la population en France et dans le monde. Pluridisciplinaire, il mobilise un large éventail de disciplines comme l'économie, l'histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, la biologie, l'épidémiologie. Il a également pour mission d'assurer la diffusion de l'information sur la démographie en France comme à l'étranger et contribue à la « formation à la recherche et par la recherche ».

Contact presse :

Courriel : service-presse@ined.fr

Mimouna KAABECHE-SMARA, Assistante de presse, Tél. : +33 (0)1 56 06 20 11

Mathilde CHARPENTIER, Directrice de la communication, tél. +33 (0)1 56 06 57 28

Suivez-nous :  